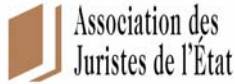


**Communiqué de presse
CNW : code 01
Pour publication immédiate**



Pour corriger l'iniquité de leur régime de retraite

Cinq syndicats acceptent d'explorer une hypothèse gouvernementale d'« opting out » du RREGOP

Québec, le 16 juin 2005 – Cinq syndicats de la fonction publique du Québec, des sociétés d'État et des secteurs de l'éducation et de la santé, représentant plus de 22 200 diplômées et diplômés universitaires de la catégorie professionnelle, acceptent d'explorer avec le gouvernement son hypothèse d'« opting out » pour régler le sérieux problème d'iniquité de leur régime de retraite (RREGOP).

L'« opting out » permettrait aux syndicats représentant la catégorie professionnelle de rester dans le RREGOP actuel ou d'adhérer à un nouveau régime exclusivement réservé à cette catégorie. Selon les représentants du gouvernement, cette hypothèse d'« opting out » corrigerait seulement l'iniquité du régime pour le présent et le futur.

Actuellement, ces cinq syndicats sont exclus de la table qui négocie les bénéfices du RREGOP. Ils sont également exclus du comité de retraite qui gère le RREGOP, bien que les cotisations versées par leurs membres représentent une somme importante (à titre d'exemple, plus de 1,5 milliard de dollars dans le cas du SPGQ). Combien d'entreprises ayant fait un tel investissement accepteraient de n'avoir rien à dire sur sa gestion ?

Selon ces cinq syndicats, un régime de retraite propre à la catégorie professionnelle qui corrigerait l'iniquité du régime à leur égard est une voie à explorer. Rappelons qu'un tel régime n'entraînerait aucun coût additionnel pour le gouvernement et les contribuables.

Les cinq syndicats, qui représentent plus de 22 200 membres, sont l'Association des juristes de l'État (AJE), l'Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec (APES), l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et le Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec.